



PREFET DE LA DROME

Direction départementale de la Protection
des Populations de la Drôme
Service protection de l'environnement

Valence, le 08 mars 2013

Dossier suivi par : Marlène DEFRANCE
Tél. : 04 26 52 22 05
Fax : 04 26 52 21 62
mail : ddpp@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL N° 2013067-0004

PORTANT MISE EN DEMEURE

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

**A l'encontre de Monsieur Jean-François MURGAT à ECHEVIS en vue de régulariser
la situation administrative de sa pisciculture « LES TRUITES DE LA VERNAISON »**

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre 1^{er} du Livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique n° 2130-1-a ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1495 du 31 mars 1970 autorisant à M. Pierre MURGAT à exploiter une pisciculture d'une capacité totale de 70.000 truites (17,5 tonnes) sur la commune d'Echevis ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4014 du 16 août 1985 autorisant M. Pierre MURGAT à créer un enclos piscicole et ayant une validité de 30 ans ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 04 mars 2013 ;

CONSIDERANT que lorsqu'une installation classée est exploitée sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser sa situation en déposant une nouvelle demande d'autorisation, conformément à l'article L. 514-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT par ailleurs que les forages et les prélèvements d'eau dans la nappe n'ont pas été déclarés ni autorisés ;

CONSIDERANT que le contenu de l'étude d'impact mentionnée à l'article R. 512-6 doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

SUR la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme.

A R R E T E

Article 1 :

Pour son établissement sis Chabert à Echevis, M. Jean-François MURGAT, Responsable de la Pisciculture « LES TRUITES DE LA VERNAISON » est mis en demeure :

d'adresser à Monsieur le Préfet au plus tard le 31 août 2013 :

- un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter selon les formes prévues par les articles R. 512-2 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1, la mise en demeure n'a pas été respectée, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-2 du Code de l'Environnement Livre V, Titre 1^{er}.

Article 3 : Recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Article 5 : Exécution et copie conforme

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le maire de la commune d'Echevis, Madame le Directeur en charge des installations classées à la Direction Départementale de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie certifiée conforme restera déposée en mairie d'Echevis où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie ; il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Valence, le 8 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA